

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 20/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASTEO (unité d'incinération des boues)

Usine de Ginestous - Garonne
51 chemin de Chantelle - CS82341
31021 Toulouse Cedex
31000 Toulouse

Références : 2025 - 276
Code AIOT : 0006802369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement ASTEO (unité d'incinération des boues) implanté Usine de Ginestous - Garonne 51 chemin de Chantelle - CS82341 31021 Toulouse Cedex 31000 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été organisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTEO (unité d'incinération des boues)

- Usine de Ginestous - Garonne 51 chemin de Chantelle - CS82341 31021 Toulouse Cedex 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ASTEO exploite, sur le site de la station d'épuration de Toulouse Ginestous, une usine d'incinération des boues de la station pour une capacité autorisée de 8000t/an exprimée en matière sèche, constituée de 2 lignes d'incinération d'une capacité de 0,9 t/h de matière sèche par ligne (3,6 t/h de boues par ligne).

L'usine d'incinération des boues relève de la législation des installations classées et son exploitation est réglementée par un arrêté préfectoral pris le 19/01/2001 modifié en dernier lieu le 19/02/2020. L'installation relève également de la directive «IED».

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a informé l'inspection que le sécheur thermique des boues n'avait pas été utilisé depuis deux ans.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MOYENS DE LUTTE INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.7.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.7.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 5.1.8.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	QUANTITES MAX DE DECHETS STOCKES SUR LE SITE	Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article Art. 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	STOCKAGE	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	ET EMPLOI DE CHARBON ACTIF	22/10/2009, article CHAPITRE 8.1	l'exploitant	
11	BRULEURS DE GAZ	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.3.6.	Demande d'action corrective	2 mois
12	VALORISATION DES CENDRES	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article CHAPITRE 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	PLAN DES RESEAUX	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 4.2.4.	/	Sans objet
5	SURVEILLANCE EN CONTINU DU MERCURE DANS LES EFFLUENTS GAZEUX	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	STOCKAGE DES DECHETS	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 5.2.1.	/	Sans objet
10	MESURE DE TEMPERATURE	Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article Art. 5.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a mis en évidence 8 faits non conformes (demandes de justificatifs et/ou d'actions correctives) relatifs à :

- la transmission d'un plan non lisible pour justifier de la localisation, du nombre et de la catégorie d'extincteurs présents sur le site ;
- l'absence de transmission / présentation du dernier rapport de contrôle du système de détection incendie ;
- l'absence d'estimation du volume de rétention total pour les eaux d'extinction ;
- la non transmission / présentation du document de comptabilité des quantités de déchets

produits par l'installation ;

- l'absence de justificatif relatif aux capacités unitaires de tous les équipements de stockage des déchets du site ;
- l'absence de justificatif de la présence de tous les équipements réglementaires sur le silo de stockage de charbon actif, notamment la vanne éclose et l'obturateur.
- l'absence de certains équipements réglementaires au niveau des brûleurs gaz et la non conformité de la fréquence de contrôle de ces équipements ;
- le choix de la filière de valorisation des boues (ce point est bien non conforme mais a été signalé à l'inspection dès 2014 par courriel).

L'inspection a informé l'exploitant des suites susceptibles d'être données à l'issue de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MOYENS DE LUTTE INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.7.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Outre la conception et l'aménagement des locaux (matériaux employés, mise en place de dispositifs de désenfumage, de portes coupe feu, ...), ils comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none">*un système de détection incendie de flammes ou de fumées relié à l'alarme sonore du bâtiment ;*des extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 200 m² de superficie à protéger avec minimum 1 appareil par niveau ;*des extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;*des extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55b près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances ; <ul style="list-style-type: none">*deux poteaux d'incendie normalisés répartis dans l'usine ou à proximité immédiate (moins de 200 m) ;*un réseau de robinets d'incendie armés de diamètre nominal 40 mm, susceptible de couvrir toute la surface considérée est implanté. Une vanne clairement identifiée, située en amont du réseau et protégée contre le gel, permet d'isoler ce réseau en cas de besoin. Les Services d'Incendie et de Secours doivent pouvoir trouver sur place, en tout temps 240 m ³ d'eau utilisable en 2 heures. L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau.
Constats : L'installation est équipée de : <ul style="list-style-type: none">- deux robinets d'incendie armés (RIA) ;- deux poteaux incendie à proximité immédiate, moins de 100 m de l'incinérateur (poteaux

<p>n°5508 et 5509) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs ; - d'un système de détection avec une centrale incendie qui renvoie vers la centrale générale du site, supervisée 24h/24h. <p>Les plans des extincteurs, des RIA et des poteaux incendie ont été consultés lors de la visite et transmis a posteriori de la visite, le 27 mai dernier.</p> <p>Néanmoins, le plan des extincteurs n'a pas pu s'ouvrir, aussi l'inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan viable et de préciser le nombre d'extincteurs par catégorie, présents au droit de l'installation.</p> <p>Le plan des détecteurs n'a pas été présenté ni envoyé.</p> <p>Enfin, pour ce qui est des poteaux incendie, le dernier contrôle de débit a été réalisé le 29/09/2024. Pour une pression à un bar, le poteau n°5509 présente un débit inférieur à 150 m³/h (débit maximal) et le poteau n°5508 présente un débit de 89 m³/h. L'installation dispose donc, en tout temps, d'un volume de 240 m³ utilisable en deux heures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan des extincteurs viable et de préciser le nombre d'extincteurs par catégorie, présents au droit de l'installation. Le plan des détecteurs doit également être envoyé à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.7.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le tableau de suivi pour le contrôle réglementaire de l'entretien des moyens d'intervention incendie. La programmation des contrôles concerne bien l'ensemble des moyens incendie (système de détection, extincteurs, RIA, désenfumage etc.).</p>

<p>A posteriori de la visite, les compte-rendus de ces contrôles ont été transmis à l'inspection.</p> <p>Pour les extincteurs et les RIA, le dernier contrôle date d'avril 2025.</p> <p>Un devis est proposé pour lever les non conformités observées sur quelques extincteurs. L'exploitant doit transmettre le bon de commande ou la facture relative à la levée de ces non conformités.</p> <p>Concernant les RIA, le rapport n'établit pas de défaillance particulière.</p> <p>Les poteaux incendie ont été vérifiés en 2024 (voir constat précédent).</p> <p>Les derniers rapport de contrôle du système de détection et des dispositifs de désenfumage n'ont pas été communiqués à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les derniers rapport de contrôle du système de détection et des dispositifs de désenfumage.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le bon de commande ou la facture relative à la levée des non conformités observées sur quelques extincteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.7.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité de 600 m3 avant traitement dans la station d'épuration.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées le dimensionnement du stockage prévu.</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas d'incendie dans le bâtiment incinérateur, les eaux d'extinction vont être maintenues dans un premier temps dans le bâtiment puis, par surverse, vont rejoindre un ouvrage enterré (collecteur bypass).</p> <p>La procédure à dérouler en cas d'incendie au niveau de l'installation a été présentée en inspection et envoyée a posteriori à l'inspection (voir photo en pièce jointe).</p> <p>Deux vannes sont à fermer en cas d'incendie : la vanne vers le retour en tête V27A (clef de manœuvre à utiliser) et la vanne V9. La pompe du bypass doit également être mise à l'arrêt.</p> <p>Le dimensionnement n'a pas pu être démontré lors de l'inspection, aussi, l'exploitant doit estimer le volume de rétention total contenu dans le bâtiment et dans le collecteur bypass.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit estimer le volume de rétention total contenu dans le bâtiment et dans le collecteur bypass.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : PLAN DES RESEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 4.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution d'eau potable...), les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes manuelles et automatiques, compteurs, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure), les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p>
Constats : <p>Le plan des réseaux a été présenté le jour de la visite à l'inspection et transmis a posteriori de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : SURVEILLANCE EN CONTINU DU MERCURE DANS LES EFFLUENTS GAZEUX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2025
Prescription contrôlée : <p>Mercury - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p>

Notas :

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

Constats :

Lors du dernier rapport d'inspection datant du 17/12/2024, ce point de contrôle avait déjà fait l'objet d'un constat, repris ci-dessous :

"l'exploitant considère incinérer un monoflux de déchets (boues digérées de station d'épuration) et demande à ce que les émissions de mercure dans les rejets atmosphériques soient suivies, non pas par une surveillance en continu, mais par des prélèvements ponctuels semestriels.

A l'appui de sa demande, l'exploitant a présenté :

- les résultats des analyses effectuées mensuellement sur les boues centrifugées (avant envoi en compostage ou en incinération) depuis début 2022. Les résultats montrent que la concentration en mercure dans les boues est relativement stable : 0,75mg/kg MS en moyenne avec un écart-type de 24%.
- Un bilan massique du mercure afin d'estimer les quantités rejetées dans les fumées, en prenant comme données :

- la concentration moyenne en mercure dans les boues : 0,75mg/kg de matière sèche (MS)
- la concentration moyenne en mercure mesurée dans les cendres : < 0,10 mg/kg MS de cendres et < 0,04 équivalent g/TMS dans les boues pâteuses
- débit moyen des fumées / TMS incinérées : 9942 Nm³ (11% O₂ sec) / TMS (données 2022-2023)

Les mesures ponctuelles réalisées en 2022 et 2023 montrent une concentration moyenne de mercure de 0,0011 mg/Nm³ dans les fumées, donc très inférieur à la VLE de 0,02 mg/Nm³.

Ces résultats démontrent que le traitement au charbon actif permet de garantir un taux d'abattement moyen de plus de 98%. La concentration moyenne en mercure mesurée dans les REFIB (15,6 mg/kgMS) vient confirmer l'ordre de grandeur ainsi calculé.

Par ailleurs, l'exploitant a renforcé le suivi du mercure en sortie de cheminée : 3 mesures par four et par mois sur une période de 6 mois (d'octobre 2024 à mars 2025) de façon à conforter son positionnement."

Lors de la visite, objet du présent rapport, les résultats du suivi renforcé ont été présentés à l'inspection.

Ils mettent en évidence des concentrations en mercure dans les fumées bien inférieures aux VLE en vigueur (VLE journalière et VLE 1/2h) comme illustré sur la courbe en pièce jointe.

L'inspection considère donc, qu'au vu de ces résultats, la surveillance en continu n'est pas absolument nécessaire et qu'une surveillance peut-être mise en place de façon semestrielle. Ce positionnement pourra être revu en cas de dépassements réguliers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 5.1.8.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de tous les déchets qu'il produit à l'inspection des installations classées.

Il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités. Le respect des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation est vérifié.

L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment : les cendres volantes ; les résidus d'épuration des fumées d'incinération des boues (REFIB) ; le sable ayant servi dans les lits fluidisés ; les déchets dangereux produits en petites quantités.

Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de boues incinérées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a listé les principaux stockages des déchets produits par l'installation, notamment :

- un silo pour stocker les REFIB (résidus d'épuration des fumées d'incinération des boues) + une demi citerne ;
- deux silos pour stocker les cendres ;
- une benne remplie une fois par an pour stocker le sable.

Pour les déchets dangereux produits en petite quantité, l'exploitant mentionne seulement les huiles moteur.

Aucun document de suivi de la comptabilité précise des quantités de ces déchets n'a été présenté en inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le document de comptabilité des quantités de déchets produits par l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : STOCKAGE DES DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 5.2.1.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Les cendres volantes et les résidus d'épuration des fumées d'incinération des boues sont stockés

dans des silos distincts.

Elles ne peuvent être éliminées que dans des installations explicitement autorisées par arrêté préfectoral pris au titre du code de l'environnement et notamment son livre V Titre I.

Constats :

L'inspection a pu observer, le jour de la visite, des silos distincts pour les cendres volantes et les REFIB.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : QUANTITES MAX DE DECHETS STOCKES SUR LE SITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article Art. 4

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 août 2014 est remplacé par le tableau suivant :

Type de déchets	Nature des déchets	Quantité maximale sur site
DD	REFIB Huile moteur Déchets divers	70 tonnes 2 tonnes 1 tonne
DND	Cendres volantes	60 tonnes
DI	Sable de four Déchets divers	20 tonnes 2 tonnes

Constats :

Comme décrit au constat n°6, les REFIB sont stockés dans un silo et dans une citerne.

La capacité de stockage du silo est de 30 tonnes au maximum. La capacité maximale de la citerne n'a pas été précisée par l'exploitant.

Pour les cendres, elles sont stockées dans deux silos d'une capacité unitaire de 14 tonnes soit 28 tonnes au total, au maximum.

Les sables sont stockés dans une benne, ce qui représente, selon l'exploitant, environ 8 à 10 tonnes.

Concernant les huiles moteur, le site dispose d'une seule cuve pour l'ensemble du site. La capacité de cette cuve n'a pas été précisée par l'exploitant.

L'inspection a pu observer sur sites les deux silos de cendres et le silo de REFIB.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre, s'il en dispose, des justificatifs permettant de prouver la capacité unitaire de tous les équipements de stockage des déchets du site. En complément, comme demandé au constat n°6, le document de suivi des quantités de ces déchets doit être envoyé à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : STOCKAGE ET EMPLOI DE CHARBON ACTIF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article CHAPITRE 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : ARTICLE 8.1.2. ÉVENT ET VANNE D'ISOLEMENT Le silo est équipé d'un événement d'explosion correctement dimensionné, positionné et muni d'un obturateur de faible résistance. La dimension de cet événement doit pouvoir être justifiée à tout moment par une note de calcul tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées. L'emplacement de cet événement est tel qu'en cas d'ouverture, il n'y a aucun risque d'atteinte au personnel. Une vanne écluse située en pied de silo permet d'isoler la ligne d'alimentation située en aval et la propagation de la flamme en cas d'explosion dans le silo. ARTICLE 8.1.3. MESURE DE TEMPÉRATURE Le silo est équipé d'une sonde de température permettant de détecter toute élévation de température avec report d'alarme. Le silo est équipé d'un capteur de niveau bas avec alarme. Cette alarme est reportée en salle de contrôle. Le déclenchement de cette alarme entraîne l'arrêt de l'injection des déchets à incinérer. Un dispositif d'injection de gaz inerte (CO2) permet d'inertiser le ciel du silo en cas d'élévation anormale de la température.
Constats : Le silo utilisé pour le stockage du charbon actif a été vu lors de la visite. Le silo fait l'objet d'une supervision en salle de commande, où l'inspection s'est rendue. Il a été constaté, sur l'écran de supervision, que le silo était bien équipé : <ul style="list-style-type: none"> - d'une sonde de température ; - d'un capteur de niveau bas ; - d'un dispositif d'injection du gaz inerte. Une photo de l'événement d'explosion a été montrée le jour de la visite et transmise a posteriori de l'inspection.

Néanmoins, aucun élément n'a été présenté en ce qui concerne la présence de l'obturateur et de la vanne éclose en pied de silo. Un schéma du silo doit être transmis pour vérifier la présence de ces équipements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Un schéma du silo doit être transmis pour vérifier la présence des équipements réglementaires, notamment la vanne éclose et l'obturateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : MESURE DE TEMPERATURE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article Art. 5.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée :
Le dernier alinéa de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009 est modifié comme suit : «Un dispositif d'injection de gaz inerte (azote) permet d'inertiser le ciel du silo en cas d'élévation anormale de la température. »
Constats :
Comme mentionné au constat n°9, l'inspection s'est rendue en salle de commande et a pu constater la présence, sur l'écran de supervision, d'un dispositif d'injection d'azote.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : BRULEURS DE GAZ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.3.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée :
Ceux-ci sont situés dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré E1120.
À l'extérieur de ce local sont installés : - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;

- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Un contrôle de la sécurité de fonctionnement des ces équipements est réalisé périodiquement (fréquence minimale annuelle).

Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Constats :

Concernant ce point de contrôle, l'exploitant a indiqué à l'inspection le jour de la visite que la prescription était en partie inadaptée à l'installation actuelle, notamment pour ce qui est du coupe-circuit (utile seulement pour un combustible au fioul, selon ASTEO).

Le dispositif sonore n'est pas mis en place sur l'installation.

La vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs, permettant l'arrêt d'alimentation en combustible est bien présente.

Pour ce qui est du contrôle périodique de ces équipements, l'exploitant indique à l'inspection qu'il y a un arrêt froid tous les deux ans avec l'intervention d'un organisme extérieur. Le rapport du dernier contrôle doit être transmis à l'inspection.

L'exploitant précise à l'inspection qu'un contrôle en interne est également réalisé, sans pouvoir préciser quels sont les équipements vérifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place des mesures correctives afin de répondre à la prescription et peut transmettre si nécessaire une demande de modification des prescriptions qui sera instruite par l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : VALORISATION DES CENDRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article CHAPITRE 8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

ARTICLE 8.2.2. UTILISATIONS ADMISSIBLES

Les cendres respectant les conditions fixées dans les Article 8.2.4.2. et Article 8.2.5. peuvent être valorisées :

* soit en incorporation dans les bétons pour éléments préfabriqués (les cendres sont préalablement incorporées dans le ciment à une teneur maximale de 20 % en masse) et destinées uniquement à la fabrication de bordures de trottoirs, d'éléments préfabriqués destinés à la

réalisation de voiries publiques et de canalisations d'assainissement à l'exclusion de toutes pièces susceptibles d'être en contact avec des eaux pouvant être utilisées pour la consommation humaine, animale ou d'arrosage,

* soit comme réactif de stabilisation dans les installations de stockage de déchets dangereux. Une convention liant le producteur des cendres et ceux qui les traitent, les transportent, les distribuent et les mettent en œuvre et l'établissement d'une procédure de suivi de la qualité tout au long du circuit commercial, doivent garantir les conditions de valorisation de ces cendres.

Cette procédure permettra également d'assurer la traçabilité des cendres valorisées (quantité, date et lieu de valorisation, destination finale des éléments bétons préfabriqués, etc..). Cette procédure de suivi de la qualité est transmise à l'inspection des installations classées, un bilan annuel de l'activité lui est également adressé.

Les produits contenant des cendres valorisées ne doivent pas être utilisés par des particuliers.

Constats :

Dans le rapport d'inspection de la visite du 19/11/2020, l'inspection avait écrit :

"L'APC du 22/10/2009 encadre la valorisation des cendres volantes produites sur le site selon deux filières : par incorporation dans la fabrication de béton ou comme réactif de stabilisation pour le stockage de déchets dangereux.

L'exploitant précise que la filière de valorisation des cendres par incorporation dans des bétons n'a jamais été mise en œuvre (des essais ayant été effectués par le passé avec la société BONNASABLA, mais l'industriel n'a pas souhaité donner suite).

Une filière de valorisation de substitution a été retenue à partir d'avril 2014 avec la société TERRAG visant à incorporer les cendres dans un mélange de déchets utilisé pour la modélisation et la réhabilitation de la décharge de Rechenbachtalen Allemagne.

Cette filière avait été portée à la connaissance de l'inspection par courriel du 15/04/2014 et des éléments complémentaires avaient été fournis à la demande de l'inspection le 09/05/2017 sans toutefois que les prescriptions de l'arrêté n'aient été actualisées.

L'examen de l'ensemble des documents transmis :

- contrat avec la société TERRAG France pour la prise en charge de 1500 t/an de cendres comme déchet non dangereux (code 19.01.14) ;
 - cahier des charges qui précise les critères d'acceptation sur la décharge (valeurs limites de teneurs en polluants sur lixiviats) ;
 - notification TTD n°FR 2019-031023 délivrée par le pôle national TTD et valide jusqu'au 31/12/2020 ;
 - résultats des analyses trimestrielles effectuées par l'exploitant sur un échantillon représentatif des cendres produites (les résultats sont comparés aux seuils d'acceptation en ISDI, ISDND et ISDD) ;
 - copie de l'acte délivré à la société TERRAG par les autorités allemandes autorisant la réception des cendres produites par l'exploitant sur son site de la décharge de Rechenbachtal ;
- permet de conclure que cette filière répond aux exigences réglementaires."

Un arrêté préfectoral complémentaire doit donc être pris pour acter cette filière, en place depuis 10 ans.

Ce faisant, l'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- la nouvelle notification TTD délivrée par le pôle national TTD ;
- la liste des substances à suivre, pertinentes pour l'acceptation dans cette filière de valorisation

(une caractérisation de ces cendres doit donc être menée).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire doit donc être pris pour acter cette filière, en place depuis 10 ans.</p> <p>Ce faisant, l'exploitant doit transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nouvelle notification TTD délivrée par le pôle national TTD ; - la liste des substances à suivre, pertinentes pour l'acceptation dans cette filière de valorisation (une caractérisation de ces cendres doit donc être menée).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois